

# L'EDITO

Béatrice Delvaux

EDITORIALISTE EN CHEF

## PUISSE L'HISTOIRE NOUS SERVIR DE GARDE-FOUS

L'histoire va-t-elle réussir à stopper les dérives de ceux qui, sous couvert de la nécessité de protéger « leurs » peuples, sont en passe de répéter les ignominies du passé ? Ainsi en est-il du président américain Donald Trump qui en appliquant désormais la « tolérance zéro » en matière d'immigration illégale, en vient à séparer les enfants de leurs parents et les rassemble dans des lieux de détention spécifiques. Les images sont ignobles, mais les cris et les pleurs captés depuis les cages - oui, des cages - où, de 4 à 10 ans, ils sont enfermés, sont encore bien plus insupportables. Trump dit ne pas vouloir de camps de réfugiés à l'européenne sur le sol américain. Il fait pire, en reproduisant « les centres d'internement de Japonais durant la Seconde Guerre mondiale. Un des épisodes les plus honteux de notre histoire » - ce n'est pas un démocrate qui le dit, mais l'épouse d'un autre ex-

président républicain.

Ainsi en est-il de Matteo Salvini qui veut recenser les Roms pour expulser ceux en situation illégale, rappelant la déportation des Juifs transalpins dans les années 30, qui avait suscité l'indignation en Europe.

Dans les deux cas, on bafoue les fondements des droits humains et internationaux (les Etats-Unis viennent de quitter le conseil des droits de l'homme des Nations Unies). Dans les deux cas, on pratique le racisme en magnifiant la supériorité de la « race blanche ». Dans les deux cas, on rejette la faute sur les autres : si

un réfugié noir est tué par un membre de la Ligue, c'est, pour Salvini, « la faute à ceux qui ont laissé entrer tous ces migrants ». Si l'on encage des enfants arrachés à leurs parents à la frontière mexicaine, c'est, pour Trump, la faute aux démocrates qui refuse-

**Ils considèrent qu'on a raison de les traiter comme des criminels**

raient de voter une nouvelle loi sur la migration.

Dans les deux cas, on considère que les personnes entrées illégalement sont des criminels, qu'on a toutes les raisons de traiter comme tels. Trump criminalise les parents qui font traverser les frontières à leurs enfants et

portent, pour lui, la responsabilité de leur détresse et de leur abandon (des propos qui en rappellent d'autres, en Belgique...).

Dans les deux cas, on s'approprie Dieu. Le procureur général, Jef Sessions, cite « l'épître aux Romains de l'apôtre Paul, chapitre 13 » pour justifier la séparation des familles : « Il faut obéir à la loi du gouvernement que Dieu a décrétée afin d'assurer l'ordre. » Matteo Salvini brandit un rosaire et une bible dans ses meetings.

C'est dans ce contexte extrêmement inquiétant, qu'une politique européenne commune de la migration doit être tranchée, et que chaque pays, dont la Belgique, doit définir sa ligne. Les dirigeants de l'UE ont un vrai problème à résoudre, mais ils ont aussi sous leurs yeux l'exemple de ce à quoi peuvent mener les solutions dominées par la diabolisation de l'autre, la caricature des enjeux et la simplification des problèmes.

Certains experts disent que l'histoire se répète, mais que les hommes n'en retiennent pas les leçons, car ils ne prennent en compte que les erreurs qu'ils commettent eux-mêmes. On doit croiser les doigts pour qu'il n'en soit rien et continuer résolument à convoquer le passé à la table de ce présent qui vacille.